

contribution aux débats de :
Bernard Bourdelin
ouvrier d'état et syndicaliste
militant communiste, section 13012

**Pour une Fonction Publique du 21^{ème} Siècle,
Le changement doit venir maintenant !**

Le nouveau gouvernement issu du vote citoyen du printemps 2012 exprime régulièrement son attachement à la fonction publique, à ses valeurs de progrès social et au rôle des salariés.

Comme le constatent les syndicats, depuis le départ de Nicolas SARKOZY, le dialogue social s'est certes amélioré et quelques mesures positives ont été prises comme, par exemple l'abrogation du décret sur la réorientation professionnelle.

Pour autant, sur les enjeux essentiels, aucun début de réponse n'est pour l'instant au rendez-vous et c'est **inacceptable**.

Sur l'emploi : les créations qui vont dans le bon sens dans certains secteurs ne sauraient masquer les suppressions qui continuent dans d'autres et la situation alarmante de pans entiers de la fonction publique.

Sur les salaires et le pouvoir d'achat : alors que les bas salaires se multiplient (plus d'1 million d'agents aux environs du SMIC), que les déroulements de carrière sont souvent inexistantes, que les qualifications ne sont plus reconnues, aucune mesure générale n'est envisagée et, en particulier, la valeur du point d'indice est toujours gelée.

Enfin, malgré sa condamnation par tous les syndicats et le mouvement mutualiste, le **jour de carence**, mesure inique et inefficace, pourtant rejetée par la majorité actuelle lorsqu'elle était dans l'opposition, n'est toujours pas abrogé.

Il est donc urgent et indispensable de changer de cap et les multiples actions des fonctionnaires développées ces derniers mois, ainsi que celles à venir, témoignent d'une colère légitime qui monte en puissance.

Notre parti qui a joué un rôle fondamental et historique lors de la création du statut des fonctionnaires et plus largement pour pérenniser l'ensemble des services publics de notre pays, doit être à l'avant garde du combat pour faire vivre démocratie sociale et politique qui sont indispensables pour la défense de l'intérêt général, la promotion des services publics en matière de transports, de formation, de logement, d'urbanisme, de fiscalité et de développement économique.

Il nous faut lutter au quotidien pour la solidarité et contre la compétition et la mise en concurrence des salariés et des territoires. Il faut agir pour une réelle transparence des prises de décisions contre les politiques affairistes et clientélistes qui ont trop souvent et trop longtemps nui à l'efficacité de l'action publique.

La situation de notre département en terme d'emplois, du nombre de chômeurs, de précaires, d'accroissement des inégalités en appelle à un sursaut de l'action publique, à la coopération et la complémentarité des politiques locales.

Les conséquences de plusieurs années de RGPP en matière de santé ou d'éducation nécessitent une intervention forte et structurante de l'état en matière d'investissements, de services et de développement économique.

Ces investissements ne pourront pas se faire avec une diminution directe ou indirecte des moyens publics. Il est également nécessaire de mener un réel débat sur la fiscalité.

« **L'humain d'abord** » doit rester au cœur de nos préoccupations quotidiennes si nous voulons susciter l'adhésion du plus grand nombre de nos concitoyens.

Comme il l'a fait avec succès pour empêcher la fermeture de l'hôpital Laveran en toute indépendance avec les organisations syndicales mais en lien avec elles et avec les populations de nos quartiers Marseillais et comme il continue à le faire pour défendre les emplois du grand conseil de la mutualité de notre département, notre parti doit poursuivre son combat de résistance au côté des citoyens et permettre d'élever le débat pour élargir le niveau de conscience et d'organisation du mouvement populaire.

Dans la fonction publique d'état, hospitalière et territoriale, les personnels sont loin d'être les « **privilegiés** » dépeints par certains médias.

Comme les travailleurs du secteur privé, ils sont confrontés à la souffrance au travail et à la baisse régulière du pouvoir d'achat.

Notre fonction publique reste une richesse pour notre pays, elle doit cesser d'être soumise aux logiques de la concurrence et de la rentabilité financière qui portent en elles les germes de sa destruction.

Le PCF doit retrouver une place majeure dans le débat citoyen et dans le combat politique pour que la place des fonctionnaires rime avec l'action révolutionnaire.

Il est plus que temps que le changement vienne maintenant !

contribution aux débats de :

Bernard Bourdein

ouvrier d'état et syndicaliste

militant communiste, section 13012